



HAL
open science

Du parti au cabinet du maire

Virginie Anquetin

► **To cite this version:**

Virginie Anquetin. Du parti au cabinet du maire: La difficile conversion des ressources militantes dans le travail de collaborateur. Michel Houdiard Editeur. Le travail de collaboration avec les élus, Guillaume Courty, pp.218-238, 2005. halshs-00264024

HAL Id: halshs-00264024

<https://shs.hal.science/halshs-00264024>

Submitted on 14 Mar 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DU PARTI AU CABINET DU MAIRE
LA DIFFICILE CONVERSION DES RESSOURCES MILITANTES DANS LE TRAVAIL DE
COLLABORATEUR

Virginie Anquetin
GSPE-PRISME (UMR CNRS 7012)

Publié dans G. Courty (dir.), *Le travail de collaboration avec les élus*, Paris, Michel Houdiard, 2005.

Les collaborateurs de cabinet des maires des grandes villes occupent une place à part dans l'organisation municipale¹. Contractuels révocables par le maire, pratiquement sans préavis, travaillant sans budget propre, ils surplombent pourtant la hiérarchie administrative. Personnels non élus, recrutés sans obligation légale de détention de diplômes spécifiques ou d'obtention d'un concours public, ils tirent leur légitimité de leur fidélité politique au maire. Susceptibles de suppléer l'administration pour le traitement des dossiers prioritaires, ils interviennent dans un souci constant d'efficacité électorale. En s'exprimant sur eux-mêmes, ils se disent souvent clivés entre " militants politisés " et " technocrates " ². Réputés être de passage en cabinet, certains y font cependant carrière. Comment interpréter les propriétés contradictoires de ces personnels politiques à la fois temporaires et professionnalisés ? Leurs efforts de regroupement associatif amènent à penser que les collaborateurs de cabinet sont en proie à des contraintes communes, indissociablement professionnelles et politiques.

L'analyse des trajectoires militantes et professionnelles des jeunes rocardiens qui ont soutenu l'élection de C. Trautmann à la mairie de Strasbourg en 1989 puis sont devenus ses collaborateurs en cabinet, permet de restituer les logiques d'acquisition et de valorisation de ressources spécifiques. En mesurant la concurrence au sein du cabinet³ entre des militants - formés dans l'opposition, recrutés auprès du maire mais tendanciellement marginalisés après la prise de la mairie, puis reconvertis en politique, dans l'administration, en cabinet ou dans des entreprises de conseil aux collectivités - et des personnels recrutés pour leur plasticité gestionnaire, il s'agit de comprendre les variations du travail d'une équipe politique et la valeur circonstancielle des ressources des collaborateurs comme étant le produit des transformations des contraintes électorales qui s'appliquent à l'entreprise politique. Toutes les conjonctures politiques ne sont pas propices à l'ascension électorale de ces seconds : dans des configurations politiques qui les ont avantagés puis desservis, les anciens militants d'opposition ont dû se convertir à la logique du compromis gestionnaire pour tenter à la fois de conserver un rang politique à la hauteur de leurs succès militants antérieurs et de trouver un emploi pérenne correspondant à leurs diplômes et à leurs savoir-faire en collectivité locale.

1. Ils sont également absents des ouvrages sur les collectivités territoriales que des analyses du personnel politico-administratif local. Sur la haute fonction publique territoriale, voir O. Roubieu, *Des cadres gouvernants : les hauts fonctionnaires des collectivités locales*, thèse de science politique, Paris I, 1999.

2. À l'image des déclarations des collaborateurs socialistes en poste dans les cabinets ministériels, recueillies et analysées par P. Mathiot et F. Sawicki (1999).

3. La municipalité strasbourgeoise est autorisée, en application d'un décret du 16 décembre 1987, à embaucher sept collaborateurs pour la ville et deux pour la communauté urbaine, soit neuf personnes : un directeur et un chef de cabinet, une attachée de presse, trois conseillers techniques, des chargés de mission. Il faut ajouter un directeur de la communication et des emplois discrétionnaires au service de la communication ou à celui des relations internationales. Cette composition initiale varie rapidement, les collaborateurs restant en poste généralement moins d'un mandat. Un décret du 18 juillet 2001 modifie les dispositions du décret de 1987 et permet l'accroissement du nombre des collaborateurs recrutés.

Leurs reconversions professionnelles s'opèrent alors en fonction de leur capacité à intérioriser ces logiques gestionnaires et à faire valoir leurs spécialités administratives.

LA VALORISATION DE RESSOURCES ADAPTÉES À UNE STRATÉGIE DE CONQUÊTE MUNICIPALE

Militer au Parti Socialiste à Strasbourg dans les années 1980 implique de s'engager dans un parti localement dans l'opposition depuis plusieurs décennies, réputé pour la faiblesse de ses scores dans la région. Les militants qui animent la fédération sont pris dans des logiques de conquête interne des investitures et d'ajustement de l'offre socialiste aux rapports de force électoraux entre les partis, le principal concurrent du PS étant la droite alsacienne⁴. Les jeunes militants, nés entre 1960 et 1968, qui rejoignent alors à Strasbourg les effectifs de la fédération sont enrôlés dans le travail politique d'opposition et de construction des candidatures socialistes, notamment en prévision des élections municipales de 1989. Localement, l'offre minoritaire des rocardiens, récents transfuges du PSU, est susceptible d'apparaître plus attirante, pour des nouveaux militants âgés d'environ 20 ans en 1985, que celle des miterrandiens majoritaires. L'adoption par le gouvernement socialiste de thématiques telles que la " culture de gouvernement " et la " parenthèse de la rigueur ", tendent à dévaluer à leurs yeux les discours et les postures de radicalité idéologique qu'ils identifient au socialisme de la génération d'avant, qui a " échoué " ou " trahi " ⁵, tandis qu'ils trouvent dans l'offre rocardienne locale, d'allure gestionnaire et " pragmatique " ⁶, un positionnement critique du fait de sa situation minoritaire, et donc distinctif, neuf et prestigieux. De surcroît en 1983, la conquête de deux mairies⁷ de l'agglomération strasbourgeoise par des candidats rocardiens malgré le reflux municipal du PS au niveau national, incitent un nombre croissant de militants nouvellement arrivés à rejoindre le courant rocardien, rival local des miterrandiens et du CERES. L'adoption par les jeunes militants d'attitudes très critiques et de postures offensives est dans ce contexte fortement valorisée par leurs aînés qui s'affrontent pour les investitures. Non seulement les politiques mises en œuvre par la municipalité centriste, mais surtout les actions de la majorité miterrandienne de la fédération, considérée comme porteuse d'un marquage préjudiciable à la progression électorale du PS, font l'objet des critiques les plus acerbes.

Ces militants adoptent et promeuvent intensivement le discours de la " gauche moderne " tout en acquérant des techniques militantes ordinaires qui permettent de renforcer la position de leurs candidats dans la fédération, et sont similaires à celles employées auparavant par leurs prédécesseurs promoteurs d'idéologies dites radicales, marxistes ou fortement politisées. Ils sont ainsi classiquement en compétition avec les autres militants, et rapidement seulement

4. Voir V. Anquetin, " Mobiliser et fidéliser l'électorat : l'évolution des marqueurs idéologiques des listes et municipalités socialistes à Strasbourg, de la campagne municipale de 1989 à celle de 2001 ", communication au colloque " Les idéologies des politiques territoriales ", Institut d'Études Politiques de Rennes, 4-5 mars 2004.

5. Contrairement à leurs aînés nés entre 1945 et 1955 pour la plupart passés par un engagement à l'extrême gauche avant leur adhésion au PS (Ligue révolutionnaire, Ligue communiste révolutionnaire, associations militantes de promotion des droits de la femme, PSU etc.). Sur les logiques de l'engagement au PS des militants d'extrême gauche au début des années 1980, voir P. Juhem, " Entreprendre en politique de l'extrême gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme ", *Revue française de science politique*, 2001, vol.51, n°1-2.

6. Pour une description des préférences politiques " réalistes " des jeunes dans les années 1990, voir A. Muxel, " Jeunes des années quatre-vingt-dix. À la recherche d'une politique "sans étiquette" ", in P. Perrineau, dir., *L'engagement politique : déclin ou mutation ?*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques 1994.

7. Alors que les scores des socialistes décroissent à Strasbourg et Mulhouse en 1983, le PS gagne les mairies de Schiltigheim et Ostwald dans la communauté urbaine de Strasbourg.

avec les mitterrandiens, pour produire à discrétion des majorités militantes et donc accéder aux investitures PS. Souvent diplômés en science politique⁸, ils consacrent au militantisme une part importante de leur temps libre, pendant des études que la plupart tente de prolonger par une inscription en troisième cycle, à la fois pour conserver un statut d'étudiant et tenter d'acquérir un titre supplémentaire. Ils cultivent ainsi des ressources en adéquation avec les besoins de conquête et de légitimité des cadres socialistes locaux, plus âgés qu'eux, pour le compte desquels ils agissent tels des "fantassins" militants. Loin de consacrer leur activité militante à l'acquisition de connaissances théoriques et pratiques de finances locales, de gestion ou d'administration des collectivités territoriales, ou encore à l'élaboration d'un programme politique rocardien, leur souci de maîtrise ou de production idéologique est secondaire et vient après l'acquisition des méthodes collectives, pratiques et discursives, de contrôle d'un appareil partisan local ou d'une organisation militante.

Supprimé : ¶

Approuvés par les cadres rocardiens de la fédération dans leur zèle militant, ils prennent les initiatives qu'ils jugent nécessaires à la victoire de leur candidate, C. Trautmann, permettant à son équipe d'en tirer avantage sans endosser la responsabilité d'actions qui, réprochées par le reste de la fédération, auraient menacé la constitution d'une alliance entre les deux concurrents. Outre le prestige que leur attirent leurs "faits d'armes" à l'intérieur des groupes de jeunes socialistes, c'est pour leur capacité à mener à bien ces offensives que leur collaboration est appréciée des militants plus âgés. S'afficher rocardien à Strasbourg, c'est-à-dire *challenger*, n'implique pas une identité militante caractérisée par des connaissances livresques en économie ou en administration locale, ou par une activité intellectuelle de propagande pour la modernisation du PS. Les ressources qui leur permettent de durer dans la fédération à ce moment-là sont précisément leur maîtrise des techniques de production des majorités et des investitures. C'est parce que le PS se trouve localement dans l'opposition et que la fraction rocardienne, dernière arrivée au PS bas-rhinois, manifeste des ambitions municipales, que ces ressources sont si prisées à ce moment-là.

"La guérilla se poursuit avec la constitution de la liste dont il n'est pas évident pendant longtemps que Jean Oehler y figure. Soit qu'un jour on ne veuille plus de lui, soit qu'un autre jour, c'est lui qui proclame qu'il va se retirer. "Je me suis fait attaquer par les jeunes étudiants rocardiens. C'était une période difficile. On était à couteaux tirés. Il y a une différence de classe sociale entre nous mais certains l'ont exploitée". Au bout de longs affrontements, un armistice : Catherine est tête de liste et Jean Oehler accepte la deuxième place"⁹.

Leur capacité de mobilisation collective à l'intérieur du parti contre les concurrents, leurs savoir-faire en matière de mise en scène de la contestation de la majorité, à destination du reste de la fédération et des journalistes politiques locaux, et leur activité militante pratique - distribution de tracts, collage d'affiches, rénovation des permanences des candidats etc. - constituent des ressources pour lesquelles ils sont susceptibles d'être distingués et rétribués par C. Trautmann qui s'impose à l'issue du combat pour l'investiture municipale.

8. Sur cinq collaborateurs de cabinet ayant vécu cette période, anciens rocardiens comme anciens mitterrandiens, quatre sont diplômés en science politique : trois de l'Institut d'Études Politiques de Strasbourg, un est titulaire d'une maîtrise en science politique et n'a pas achevé son DEA.

9. Voir M. Brassart-Goerg, "Tel que je suis", *Jean Oehler*, Strasbourg, Éditions du Signe 1997, p. 90. Jean Oehler, mitterrandien tête de la liste socialiste aux élections municipales de 1983, mène le groupe rival de C. Trautmann pour l'investiture aux municipales de 1989. L'anecdote concerne les jeunes rocardiens qui, prenant position pour C. Trautmann devant un journaliste politique local, gênèrent la rédaction d'un article défavorable au candidat mitterrandien.

Loin d'utiliser leur activité militante essentiellement pour la mise en place d'éventuels ancrages électifs ou encore pour se maintenir localement à la direction d'un mouvement étudiant, les jeunes rocardiens travaillent avant tout, dans la logique de leur opposition politique à la majorité municipale, pour l'investiture partisane et l'implantation électorale de la candidate socialiste à Strasbourg. Les capacités de rétributions de l'engagement des militants augmentent avec le nombre de mandats détenus par les élus PS¹⁰, et c'est aussi à cet accroissement qu'ils travaillent : pour les plus engagés, il est possible d'obtenir un poste d'assistant parlementaire, de permanent au PS, à la fédération des élus socialistes et républicains, en cabinet ou dans l'administration des mairies récemment conquises, voire une place sur la liste pour les élections municipales futures à Strasbourg. Ils placent dans la conquête de mairies supplémentaires leurs espoirs de conciliation de leurs activités politiques ou militantes avec l'amélioration de leur situation professionnelle¹¹ et une entrée honorable dans la vie active.

“ En 86 je suis attaché parlementaire, en 88 elle perd les élections [donc je perds mon poste], peu de temps après je suis objecteur de conscience. Ensuite, [...] je travaille pendant un an ou deux je sais plus exactement à la fédé. Pour faire la voix de son maître à ce moment-là. Et puis j'exprime le souhait, parce que c'est le jeu, on peut toiletter son CV, quand on a eu un engagement politique aussi lourd [...], le jeu c'est quand il y a une collectivité locale, on dit : aidez-moi à toiletter mon CV donc embauchez-moi quelque part ”. Un collaborateur du cabinet du maire de Strasbourg de 1996 à 2001.

Encouragés dans leur activité militante à des fins de conquête municipale, ils sont entravés dans leur ascension à l'intérieur du PS par le poids de leurs aînés : les “ éléphanteaux ” n'ayant pas les moyens d'affronter les “ éléphants ” en concurrence pour un nombre réduit de mandats locaux, leurs objectifs de conquête militante servent avant tout les desseins électifs des cadres plus âgés¹².

L'engagement militant intense au service d'un candidat, la maîtrise des techniques collectives de contrôle des investitures à la fédération, d'animation de débats et d'argumentation fondée sur la critique, c'est-à-dire les ressources principales développées par les jeunes rocardiens, sont valorisées avant l'élection et promises à une rétribution potentielle une fois celle-ci acquise. L'activité oppositionnelle de la fédération socialiste et la préparation électorale de la conquête de la mairie structurent l'ensemble des ressources militantes susceptibles d'être rémunérées par le parti ou par ses élus.

LA DÉVALUATION DES RESSOURCES OPPOSITIONNELLES APRÈS LA CONQUÊTE DE LA MAIRIE

10. Voir D. Gaxie, “ Économie des partis et rétributions du militantisme ”, *Revue française de science politique* 1977, vol. 27 n°1.

11. De manière comparable à ce que qu'analysent J.-C. Thoëniq et K. Burlen à propos des secrétaires généraux des villes, qualifiés de “ roturiers du localisme municipal ”, la perspective d'accéder à des emplois de cabinet ouvre dans un premier temps à ceux des jeunes militants qui ne sont pas issus des rangs des “ hautes sociétés ” protestante, juive ou catholique strasbourgeoises des perspectives de mobilité sociale ascendante. Voir “ Les secrétaires généraux des villes ”, *Politiques et management public*, vol. 16 n°1, mars 1988.

12. Voir les chiffres cités par G. Grunberg, “ Les cadres des partis et la crise de la représentation ”, in SOFRES, *L'état de l'opinion 1992*, Paris, Seuil 1992, p. 218 : 56 % des cadres du PS ont entre 35 et 49 ans, pour 34 % au CDS et 44 % au RPR. Les 25-34 ans sont représentés à hauteur de 14 % au PS, 16 % au CDS et 15 % au RPR. La proportion des cadres de plus de 50 ans est plus importante au CDS et au RPR qu'au PS.

Mais la prise de la mairie a pour effet de dévaluer les ressources militantes des jeunes rocardiens comme celles de militants plus âgés et très engagés auprès de la candidate socialiste, du fait de la transformation des contraintes électorales que subit l'équipe, passée en position de gestion municipale. Quittant l'opposition pour l'administration d'une communauté urbaine d'environ 500.000 habitants, les militants autour du maire voient progressivement la rétribution de leur engagement remise en cause. Parce que l'équipe désormais gestionnaire de la ville a de nouveaux besoins de justification politique et de nouveaux moyens pour juguler la contestation interne au parti, les savoir-faire des militants, ajustés aux objectifs précédents de conquête, perdent tendanciellement de la valeur dans la hiérarchie municipale. La conquête de la mairie a favorisé une entrée des jeunes rocardiens dans le monde du travail. Ils sont alors restés dans l'univers politique au prix de la perte de la valeur des ressources qui avaient fait leurs succès politiques antérieurs et donné forme à leur activité partisane de jeunesse.

Préserver les ressources militantes qui étaient fortement valorisées dans l'opposition s'avère difficile à mettre en œuvre et peu rémunérateur dans la nouvelle conjoncture. Le maintien des jeunes rocardiens ou mitterrandiens à la tête des organisations étudiantes liées au PS est quasiment exclu alors que, entrant en limite d'âge et devant trouver un travail salarié, il ne leur est possible ni de continuer à y militer, ni d'offrir des perspectives attrayantes à leurs propres troupes militantes. L'objectif de conquête municipale atteint, trouver les moyens d'assigner un autre but collectif à des militants plus jeunes et de garder la tête des mouvements n'est pas à l'ordre du jour pour les jeunes rocardiens, représentants de la majorité municipale, dont les ambitions électorales et politiques sont essentiellement concentrées sur des mandats électifs ou des postes locaux.

“ Après, l'enjeu s'était déplacé. À partir du moment où vous prenez la huitième ville de France, tout ce qui était important dans les jeux d'appareil devient dérisoire [...]. J'aurais pu faire ce que d'autres ont pu faire ailleurs, développer davantage les relations au niveau national. J'ai jamais inscrit le réseau jeunes rocardiens dans le réseau national. On profitait un peu de leur aide, mais moi je n'aimais pas du tout les Bauer, les Valls, c'était pour moi de la petite cuisine... Et puis bon, je ne suis pas non plus indemne de syndrome alsaco-alsacien, Paris ne nous aime pas et on est bien entre nous... Et puis Paris c'est loin ! [...] Et puis [les jeunes rocardiens], ça a été une stratégie de conquête [...]. Accessoirement, jeune, vous ne le restez pas forcément longtemps. J'ai passé le relais vers 26, 27 ans, au moment où je sortais du MJS [...]. Un tiers [d'entre nous qui a continué à la mairie], ça fait pas des masses. Mais tous les autres, il y en a qui bosse à la communauté urbaine de Lyon, un autre qui est dans les assurances Groupama, j'ai plus du tout de contacts, un qui était le batteur de mon groupe, qui est maintenant notaire, mais ils ont jamais tenu très longtemps, c'est des petits passages... Donc c'était une nébuleuse à un certain moment qui a tenu et puis elle a explosé dès lors qu'on avait trop de responsabilités, et puis l'appel de la vie, de la formation, du travail ”. Un collaborateur du cabinet du maire de Strasbourg de 1996 à 2001.

La nécessité de trouver un travail rémunéré, moins précaire que les postes de militants, sans attendre que les diplômes obtenus se dévaluent du fait d'une période trop longue de chômage ou d'une activité politique dont la valorisation professionnelle est difficile en dehors du parti, amène ceux des jeunes rocardiens dont le militantisme a été le plus intense et le plus durable à accepter des postes dans l'administration municipale et au cabinet du maire, où leurs ressources militantes soit ne sont plus que d'une utilité secondaire, soit entrent en contradiction avec les nouvelles logiques de la gestion municipale.

En effet, du fait de la réussite électorale, la contestation interne à la fédération bas-rhinoise est moins aiguë et son contrôle plus aisé. Une fois à la tête de la municipalité, l'équipe rocardienne dispose d'outils plus puissants que ceux qu'elle possédait lors de sa double opposition à la mairie centriste et à la majorité fédérale : choix du premier secrétaire fédéral et de l'équipe qui l'entoure¹³, fidélisation des alliés par des places sur les listes électorales (cantonales ou régionales), attachement ou professionnalisation des cadres militants par répartition des titres d'adjoints, de conseillers municipaux ou de conseillers communautaires ou par nomination des présidents et des membres des conseils d'administration des sociétés d'économie mixte et des établissements publics où la ville et la communauté urbaine sont représentées, ou encore, par la distribution des privilèges, honneurs et avantages liés à l'occupation de positions de notables (places gratuites dans les manifestations culturelles, voiture de fonction, réceptions dans les salons municipaux, rencontres avec les notables de la ville etc.).

En outre, dépendant professionnellement ou pour leur investiture électorale de la municipalité, les militants professionnalisés au cabinet ne sont généralement pas en position d'organiser une contestation de l'action municipale de l'intérieur de la fédération afin d'accroître leur capital militant.

La conquête de la mairie ouvre la possibilité aux militants comme aux sympathisants qui ont promu la candidature socialiste d'accéder à des postes au cabinet ou dans l'administration de la collectivité conquise. Mais cette équipe municipale, devant faire la preuve de sa capacité gestionnaire, privilégie le recrutement de candidats non issus de la fédération locale, qui monopolisent rapidement les responsabilités les plus importantes y compris au cabinet du maire. Au contraire les militants, quel que soit leur âge, obtiennent des postes dévalorisés par leur étiquette politique dans la hiérarchie administrative. Les anciens jeunes rocardiens, ayant perdu la plus grande partie de leurs ressources militantes collectives, n'ont rapidement plus eu les moyens d'en obtenir un meilleur rendement politique ou professionnel, par exemple en participant à la stratégie de l'équipe municipale de conquête de mandats électifs dans les autres collectivités locales ou en étant nommés adjoints même après les élections de 1995. Ils n'ont pas disposé non plus des ressources individuelles suffisantes pour être recrutés comme conseillers techniques.

Les militants embauchés au cabinet lors du premier mandat pour faire le même type de travail que celui effectué pour la candidate - entretien des relations avec les élus socialistes ou les candidats, travail sur l'image du maire, communication - sont rapidement jugés défavorablement par les membres recrutés sur la base de leur connaissance juridique ou financière des collectivités locales. D'abord partagé entre anciens militants "fantassins", et nouveaux "mercenaires", le suivi de la mise en œuvre de l'action municipale a très vite été centralisé par ces nouveaux membres, les premiers étant congédiés ou écartés du cabinet. D'une part, le maire n'a recruté des militants que s'ils étaient connus pour leur participation à la campagne municipale en 1989. D'autre part, aucun militant n'a été recruté après la réélection de l'équipe en 1995. Seuls des événements particuliers ont fait exception : constitution d'une équipe d'auxiliaires autour du nouveau maire après le départ de C. Trautmann pour le ministère de la Culture, fidélisation tardive d'un militant mitterrandien par l'offre d'un poste au cabinet pour limiter sa capacité d'opposition.

13. Après le congrès du PS à Rennes en 1990 - où le courant rocardien devient majoritaire - et la prise de contrôle de la fédération du Bas-Rhin par les rocardiens, les jeunes militants, en position majoritaire, sont encore davantage encouragés à la fidélité et au silence plutôt qu'à la contradiction.

Dans l'extrait suivant d'un entretien avec un conseiller technique de cabinet de 1989 à 1992, un collaborateur "non militant" décrit "l'incompétence" ou le "manque de professionnalisme" d'un militant qui a quitté le cabinet après deux années difficiles en poste : "Il y avait M., [...], un militant d'un type un peu particulier, très proche de Trautmann. Et en fait... comment dire ça ? plus militant en fait que gestionnaire, ou qu'administrateur. Et de ce point de vue-là il y a eu des problèmes de fonctionnement du cabinet, parce que par rapport à R., C. et moi, on va dire, les trois... nous on avait des dossiers, on avait des compétences administratives, au sens de la gestion, M. était quand même débrayé de ça. [...] et on avait un problème d'emploi de M. dans le cabinet [...]. Il a essayé du moins de faire de la comm., de se spécialiser comme étant un peu le conseiller comm., et honnêtement, ça n'a pas été positif, il y a eu des loupés assez colossaux.[...] Je crois qu'il était à côté, voire au-dessus de ses compétences, là, pour le coup, dans la composition de cabinet, je crois que ça dépassait ce qu'il pouvait faire, quand même".

Les jugements exprimés sur le "manque de compétence" des collaborateurs issus du militantisme, loin d'être l'effet évident d'un déficit de diplôme ou d'expérience professionnelle vis-à-vis de leurs concurrents au cabinet¹⁴, résultent davantage de l'inadéquation de leurs ressources militantes oppositionnelles à la nouvelle position de gestion municipale. Les savoir-faire et savoir-dire militants sont perçus comme contre-productifs dans le cadre d'une activité politique gestionnaire, où la neutralisation et la marginalisation des concurrents politiques ou des contradicteurs s'obtient plus souvent par la production de compromis et de consensus.

Les collaborateurs issus du militantisme qui n'intériorisent pas assez rapidement les nouvelles règles du jeu sont alors susceptibles d'être perçus comme manquant de "professionnalisme" car "sectaires", se comportant comme des "khmers" ou des "ayatollahs" (expressions employées par des collaborateurs non issus du militantisme au cours des entretiens). La perception différenciée des priorités ou des enjeux partisans et électoraux entre anciens et non militants suscite alors des conflits répétés au cabinet, tant au sujet de la construction de l'image nationale du maire que des solutions à adopter pour dissoudre les mobilisations associatives locales ou pour se concilier le plus grand nombre possible de segments d'électorat.

Un collaborateur militant dénonce ainsi l'absence de "sens politique" ou de "stratégie politique" des membres du cabinet non issus du PS local : "En 94 en pleine crise de Balladur sur [...] je sais plus quoi, il y a quasiment une crise au cabinet parce que C. et R. disaient, "Catherine ne va pas aller manifester avec tous les pingouins contre ce truc-là, c'est une bonne mesure". Les politiques ont fait comprendre que c'était une grosse mobilisation contre Balladur et qu'il fallait [y aller] [...]. C'est des gens qui ont des stratégies de développement, des stratégies d'agglomération, et cetera, voire des stratégies de pouvoir, mais pas des stratégies politiques".

14. Les collaborateurs jugés "déplacés" ou occupant un poste "au-dessus de leurs compétences" au cabinet ont en effet les caractéristiques scolaires et professionnelles suivantes : un premier possède une maîtrise d'histoire, un doctorat de droit canon, a été enseignant en histoire et rédacteur en chef d'un magazine local ; un deuxième est diplômé de l'IEP de Strasbourg, d'un DESS de droit, attaché territorial ; un troisième est diplômé d'IRA et chef de cabinet de préfet. Les collaborateurs non militants s'en distinguent moins par leurs diplômes que par leur expérience de la gestion dans la fonction publique territoriale, d'État ou européenne et de la détention des titres correspondants (un énarque et un fonctionnaire européen en détachement) et surtout leur absence de passé militant récent.

Selon que les auxiliaires du maire sont issus du militantisme d'opposition ou non, leur perception de ce qui est politiquement souhaitable est susceptible de s'opposer du tout au tout : un ancien militant, maniant les thématiques partisans qui marquent "à gauche" ou "à droite" une politique municipale, a toujours été suspecté de souhaiter promouvoir une thématique dont l'usage était intense dans l'opposition, mais qui était jugée moins pertinente, car suscitant des mécontentements, une fois la municipalité installée et réélue. Ainsi, malgré la détention de savoirs pratiques ou l'insertion dans des réseaux, et malgré des signes tangibles de fidélité au maire, cet ancien militant a été maintenu dans l'administration et empêché d'accéder à un poste au cabinet, au profit d'un candidat fraîchement diplômé (Sciences Po Paris et DEA de relations internationales), dépourvu de toute expérience en collectivité et de tout engagement militant antérieur. "J'avais très envie de prendre un poste de cabinet, parce que je pensais que j'en avais maintenant la capacité. Je pensais que je pouvais apporter quelque chose. [...] Je me disais que là où j'avais la plus grande marge de progression, là où je pouvais sans doute m'accomplir le mieux, après ce que j'avais fait, c'était le cab. Et je pensais très honnêtement, en regard de l'engagement [...] qualitatif, que j'avais pu avoir dans la campagne [...], que je ferais partie des gens qui allaient être appelés en 95 par Catherine au cabinet. Notamment pour travailler sur un volet qui était le volet proximité. Parce qu'à ce moment-là j'avais très honnêtement une bonne connaissance des quartiers, à la fois sur leur dimension politique, leur dimension sociologique, plutôt les quartiers dits sensibles, avec un regard politique de la ville, développement social urbain, et c'était quelque chose qui faisait un peu défaut, me semblait-il, dans le cabinet de Catherine. [...] Et j'avoue que je l'ai, pas mal vécu, mais j'ai été surpris. Donc non, ça n'a pas été moi. Et ça a été F".

Les anciens militants, qui anticipent que l'obtention d'un poste au cabinet est liée à leur engagement militant, voient la rétribution de leur travail systématiquement ajournée. La gestion municipale impliquant un travail politique différent de celui effectué dans l'opposition, ces collaborateurs, militants et "jeunes", ne disposent plus des moyens nécessaires à l'entretien de ces deux plus-values. Ils se trouvent contraints de s'adapter individuellement à la nouvelle configuration politique, par l'acquisition non seulement d'une spécialité de l'action politique - "communication", "politique de la ville", "marchés publics", "politique du vélo"... - mais aussi en acceptant la culture du compromis en lieu et place de celle de l'opposition. Confrontés à la démonétisation de leurs ressources oppositionnelles et de leur position dans la hiérarchie politique, ils ont dû intérioriser des nouvelles normes de comportement partisan ajustées à la position de gestion municipale pour rester en politique et retrouver une place plus conforme à leurs ambitions. Ce changement de situation s'est alors accompagné de jugements rétrospectifs défavorables sur des comportements militants considérés comme "imprévoyants", "non professionnels" voire "immatures", ou sur "l'erreur" de ceux qui sont restés attachés à leurs positions, et qui vivent alors comme une trahison la "conversion" de leurs anciens camarades de militantisme, membres du cabinet ou élus.

"Vous savez, quand vous venez de gagner, le fait d'être militant, c'est un diplôme, quoi, vous pensez que c'est normal. Ben non, c'est plus compliqué que ça, [faire du cabinet] c'est un métier [...]. Je rentre à la communication, c'est là où on met les gens qui savent pas faire grand chose mais qui ont quand même une capacité d'adaptation. Là j'apprends le métier de chargé de comm., enfin là j'ai bien progressé, parce que j'avais un statut d'assistant, puis de chargé de comm., puis j'ai fini directeur adjoint [...]. Au

début ça a été extrêmement tendu... Mais bon... Vous ne sortez pas d'une période militante âpre, dure, où vous commencez vos phrases par "non", à un métier où il faut énormément de savoir être".

Quel que soit leur niveau de diplôme, l'accommodation aux nouvelles exigences du travail de gestion prend du temps, nécessite d'ajouter une formation administrative ou technique à un *curriculum vitae* militant et surtout d'intérioriser les règles de production du compromis. Tandis que les collaborateurs recrutés sans formation militante mettent en avant leur apprentissage des contraintes politiques de la réélection, adoptant les problèmes des élus, du type "faut-il gérer une ville au centre?", ceux qui sont issus du militantisme apprennent plutôt à "désapprendre" une pratique militante de l'opposition partisane pour se mettre en conformité avec les nouveaux impératifs gestionnaires de la municipalité.

UNE PROFESSIONNALISATION POLITIQUE MARGINALE

Une fois la municipalité en place, seule une fraction marginale des militants, mitterrandiens ou rocardiens, a eu les moyens de convertir des ressources propres en capital politique, de s'imposer comme candidat possible à des élections sous l'étiquette du PS, et de consacrer du temps à la préparation d'une élection. Ceux qui sont parvenus à établir et à maintenir un contrôle sur une section de la fédération du PS et donc à être assurés du soutien des "troupes", ont pu à tout moment monnayer cette ressource capitale contre une position de responsabilité dans la fédération, voire au conseil national du PS, et ainsi négocier une alliance avec les élus localement dominants : maire, député, tête de liste régionale. Un des anciens jeunes rocardiens a ainsi bénéficié d'un avantage sur ses pairs du fait de sa notoriété précocement construite dans un des quartiers de la ville. Un des militants mitterrandiens, qui n'avait pas cautionné l'investiture de la candidate rocardienne, a été en mesure de poursuivre la construction d'un capital militant fondé sur la critique de la municipalité. Exclu des rétributions sous forme de postes ouverts par la conquête de la mairie, travaillant tout en demeurant suffisamment disponible pour continuer à militer, il a pu convertir son capital militant à un cours plus élevé à la faveur du conflit entre les deux maires socialistes de Strasbourg¹⁵.

Avant la perte de la mairie de Strasbourg, ces militants se voient ainsi proposer des postes de cabinet consacrés à l'entretien des réseaux clientélares du maire ou du premier adjoint, ou une investiture pour les élections cantonales, régionales ou municipales. Après l'échec aux élections, le contrôle d'une section du PS leur permet notamment l'obtention d'un poste d'auxiliaire de cabinet dans une des mairies localement contrôlées par le PS, afin que les "futurs élus" puissent poursuivre leur travail d'implantation électorale. Le PS perd la plupart des mairies¹⁶, déjà peu nombreuses dans le Bas-Rhin, qui permettaient de distribuer des emplois rémunérés aux militants les plus fidèles. Il ne reste plus qu'une seule ville¹⁷ pour accueillir les collaborateurs ou rétribuer et fidéliser les militants les plus zélés, ce qui entraîne

15. Lorsque C. Trautmann quitte le ministère de la Culture en 2000 et souhaite reprendre son mandat mayoral à Strasbourg, deux camps opposés se forment au conseil municipal : l'un autour du maire "remplaçant", Roland Ries, ancien premier adjoint, pour qu'il demeure à ce poste, l'autre autour de l'ancienne ministre pour qu'elle reprenne le titre de maire et présidente de la communauté urbaine.

16. Les candidats PS sont défaits dans le Bas-Rhin à Strasbourg, Sélestat, Ostwald. Le maire de Schiltigheim, ancien rocardien ayant quitté le PS, affiche de plus en plus sa distance avec ses anciens alliés socialistes et accueille plus difficilement les collaborateurs de ces derniers.

17. Illkirch-Graffenstaden dont le maire Jacques Bigot, élu depuis 1995 a été tête de liste PS-Verts aux élections régionales de 2004. Dans le Haut-Rhin, le maire de Mulhouse Jean-Marie Bockel se propose également pour accueillir à la mairie les collaborateurs strasbourgeois sans emploi après l'alternance de 2001.

leur concentration à cet endroit. Ainsi les militants en voie de professionnalisation politique, s'étant déjà présentés à un scrutin local ou préparant leur élection, ont avant la perte de la ville en 2001 des propositions d'emploi de cabinet dans les mairies socialistes de l'agglomération.

Dans un département où l'usage de la marque PS ne procure pas facilement l'élection, l'obtention d'une implantation électorale durable sur une base territoriale, permettant une véritable professionnalisation politique, n'est possible que pour un nombre très réduit des jeunes rocardiens ou mitterrandiens qui militaient dans les années 1980 et ont, au cours de ces années, pu constituer un capital politique fondé sur le contrôle d'une section dans la fédération, la constitution de liens clientélares et sur l'acquisition d'une notoriété locale.

DES PROFESSIONNELS DE L'ACTION PUBLIQUE LOCALE AU PLUS PROCHE DU POLITIQUE

L'échec inattendu de l'équipe socialiste aux élections municipales de 2001 a contraint les collaborateurs de cabinet, pour retrouver du travail, à faire valoir leurs ressources spécifiques développées au plus proche du maire. Les contrats de cabinet prenant fin le soir du deuxième tour des élections¹⁸, le reclassement des collaborateurs s'effectue dans l'urgence, d'autant plus que l'échec électoral n'a pas été anticipé. Les militants employés au cabinet en 2001, qui ont alors entre 30 et 40 ans, sont particulièrement pris par la nécessité de retrouver rapidement un emploi à un niveau de rémunération et de responsabilité proches, si possible, de celui qu'ils quittent. Une fraction d'entre eux a pu se constituer un capital politique durant cette période. Pour les autres, les possibilités d'emploi sans déclassement dans le privé sont marginales. À moins de bénéficier d'autres revenus que ceux du salaire, l'abandon de toute activité proche de la politique est également dans un premier temps impossible¹⁹. La plupart des collaborateurs n'ont pas pu devenir des professionnels de la politique, et n'ont pas suffisamment disposé de ressources partisans pour regagner les rangs du PS avec l'espoir d'accéder rapidement à un emploi salarié sans déclassement professionnel et social.

Les emplois de cabinet ont de surcroît la particularité d'être très précaires, puisque les collaborateurs peuvent être révoqués quasiment sans préavis sur simple décision de l'autorité qui les engage, sans définition précise de poste ni condition de diplôme, tout en étant dotés d'un fort prestige dans la hiérarchie municipale du fait de leur proximité avec le "pouvoir". Exclue de l'élection par manque des ressources politiques adéquates et, en connaissance de cause, ne souhaitant pas se trouver "simple conseiller municipal", les anciens rocardiens, contraints de quitter l'espace où ils ont milité et l'équipe partisane qu'ils ont soutenue depuis leur entrée en militantisme, sont restés au plus proche du politique sans déclassement professionnel ou social en promouvant leur capacité à entrer dans les logiques du maire susceptible de les recruter. Leur aptitude à mettre en avant des ressources de gestion d'une ville, différentes de celles qu'ils avaient en tant que militants socialistes de l'opposition à la municipalité centriste et au courant mitterrandien, a favorisé dans une nouvelle configuration électorale et une ville inconnue, leur reconversion en tant que professionnels du travail politique en cabinet : absence de sectarisme militant, sens du compromis et de l'ouverture, capacité d'identification des groupes susceptibles de se mobiliser pour ou contre la municipalité, etc.

18. Décret n°87-1004 du 16 décembre 1987, titre 1 article 6 : " Les fonctions de collaborateur de cabinet prennent fin au plus tard en même temps que le mandat de l'autorité territoriale qui l'a recruté ".

19. Deux personnes, l'une employée au cabinet et l'autre au service de la communication, auront besoin de deux années pour abandonner leur activité en collectivité et se reconvertir dans des métiers complètement différents (libraire, professeur des écoles).

“ [Après] la défaite, [...] j’avais pas envie de quitter Strasbourg, j’avais plus d’argent qui rentrait, ma trésorerie a vite fondu. Je me suis rendu compte que si je voulais retrouver du travail, il fallait que je sois mobile, et que je cherche dans la branche dans laquelle je pouvais être crédible [...]. Je n’avais plus envie de faire du cab, mais bon, nécessité faisant loi, je trouve très vite. Dès que j’ai dit à une boîte de recrutement que j’étais disponible sur le marché des cabs, j’ai eu deux propositions, et je pense que j’étais très bien positionné sur les deux, très vite. Et donc je rejoins le cabinet de Destot [à Grenoble] ”.

Spécialistes d’une forme de travail politique, les collaborateurs qui restent en cabinet ont déjà été confrontés à cette situation où une équipe doit produire des discours gestionnaires contraires à ceux qu’elle tenait dans l’opposition²⁰, pour donner une image cohérente de la municipalité, minimiser les prises critiques et réduire les dissonances cognitives les plus frappantes²¹. Ces contraintes de justification de la gestion politique amènent la production et l’organisation de nouvelles ressources professionnelles adaptées à l’action publique locale. Selon leur aptitude à les intérioriser, les collaborateurs développent des compétences qui ouvrent alors des opportunités de reconversion dans des postes spécialisés d’autres collectivités locales. Leurs inégales ressources militantes ou professionnelles les conduisent à des investissements professionnels différents : par exemple, un collaborateur, ancien militant, du fait de ses difficultés à renoncer à ses représentations positives dans l’opposition, a été tenté d’abandonner le travail en cabinet sans pourtant rompre avec le politique en trouvant un poste dans un cabinet spécialisé dans le conseil aux collectivités locales.

Les collaborateurs issus de la municipalité bénéficient en outre d’une ressource collective : l’image de “ gestionnaires ” ou de “ bâtisseurs ” des maires socialistes de Strasbourg, qui pour adapter leur offre programmatique aux contraintes électorales locales n’ont pas mis en avant leur appartenance à “ la gauche ”. Le positionnement rocardien de la municipalité, dont l’adoption résulte de contraintes conjoncturelles, se conjugue avec l’apolitisme exigé par la gestion locale (P. Garraud, 1989). Ces contraintes ont amené l’équipe municipale à promouvoir une image politique qui peut être réinvestie comme ressource professionnelle auprès d’autres maires en quête de collaborateurs réputés.

“ Dans les contacts que moi j’ai eus, l’intérêt pour l’expérience de Strasbourg est toujours ressortie comme une interrogation, une curiosité positive [...]. C’est une ville qui a bougé, c’est une ville qui a entrepris des choses, et donc qui a marqué cette période-là, par le dynamisme de l’équipe, des projets très novateurs [...]. Il y a eu des tas de choses qui ont marqué ” (entretien avec un collaborateur au cabinet de 1989 à 1997 et de 1999 à 2001).

Les collaborateurs peuvent en effet d’autant mieux faire valoir leurs qualités de techniciens, susceptibles de mettre en place des programmes d’action publique *ad hoc*, que la municipalité autour de C. Trautmann a travaillé à la mise en œuvre de politiques municipales présentées comme innovatrices et modernes. À la suite de la généralisation de ce discours gestionnaire, une représentation spécifique du métier politique émerge, alors produite par les collaborateurs rocardiens. Elle est fondée sur une compétence dans l’action publique bien éloignée des

20. Sur les contraintes du rôle mayoral, voir J.-L. Briquet, “ Communiquer en actes. Prescriptions de rôle et exercice quotidien du métier politique ”, *Politix* n° 28, 1994, p. 17-24.

21. Pour un bref exposé de la théorie de la dissonance, voir L. Festinger, H. Riecken, S. Schachter, *L’échec d’une prophétie*, Paris, PUF 1993, p. 24-27.

enjeux électoraux jusque là classiquement mis en avant au sein du PS ou des visions de l'ordre social en termes de classes.

De surcroît, ces efforts de la municipalité socialiste entre 1989 et 2001 pour mettre en place des politiques “ innovantes ” ont abouti au développement d'activités et de procédures - politique de proximité, participation des citoyens, conseil des étrangers, etc. - qui distinguent les collaborateurs ainsi spécialisés sur le marché de l'emploi des postes de cabinets par rapport à leurs concurrents plus diplômés, éventuellement passés par une formation au Centre national de la fonction publique territoriale.

“ Le domaine de la politique de la ville m'intéressait beaucoup, donc c'était dans un domaine comme celui-là où le CNFPT et les concours n'offrent pas encore les compétences [que je pouvais continuer]. C'est comme dans la [communication], c'étaient des portes d'entrée très très fortes. Maintenant de plus en plus vous avez des modules de formation spécifiques ”.

Les politiques menées par la municipalité strasbourgeoise ont suscité le développement de spécialités et de spécialistes de l'action à la fois publique et politique, dont les savoir-faire sont transférables à d'autres configurations municipales.

“ QUI T'A FAIT PRINCELET ? ”²²

En 2001, le contexte dans lequel s'effectuent ces reconversions est plutôt favorable à un reclassement aisé pour les collaborateurs strasbourgeois : bien que le PS ait perdu de nombreuses mairies dont Strasbourg, des équipes socialistes sont élues dans les deux plus importantes villes de France, Paris et Lyon. Le volume d'emplois qu'elles représentent assure à presque tous les collaborateurs socialistes au chômage un emploi quasi immédiat, sans compter les possibilités de recrutement par les municipalités réélues comme Grenoble ou Lille. En outre, un an avant les élections présidentielles de 2002, le gouvernement socialiste offre toujours des possibilités d'embauche pour ceux des collaborateurs qui, ayant travaillé pour C. Trautmann au ministère de la Culture entre 1997 et 2000, peuvent se prévaloir d'une expérience ministérielle. Quelles que soient les concessions salariales acceptées à l'embauche par les collaborateurs cherchant un emploi, l'accès à des postes dans les plus grandes villes de France confère aux reclassements le caractère d'une ascension professionnelle, rapidement matérialisée par l'accroissement du salaire et éventuellement l'anoblissement de l'intitulé du poste. L'expérience rocardienne et “ technicienne ” de la majorité des collaborateurs strasbourgeois est globalement ajustée aux besoins des maires nouvellement élus dans ces grandes villes.

Les collaborateurs de cabinet strasbourgeois ont ainsi refusé les postes en conseil général ou régional, moins prestigieux, pour se répartir dans des mairies socialistes²³, plus attractives et plus rémunératrices, ou ont tenté de quitter leur emploi de cabinet. Perçus par tous, élus de droite ou de gauche et fonctionnaires, comme marqués politiquement même s'ils ne sont pas ou plus adhérents au PS, les collaborateurs confrontés à la question de leur reconversion sont étroitement dépendants des réseaux partisans, professionnalisés ou informels, qui permettent la diffusion et la circulation des candidatures et des réputations et offrent aux employeurs une garantie de la fidélité politique de leurs auxiliaires éventuels. L'attribution d'un tel label de

22. Entretien avec un collaborateur du maire de Strasbourg de 1996 à 2001, 18 mai 2004.

23. Sauf pour les fonctionnaires d'État en détachement qui en règle générale retrouvent un poste, quel qu'il soit, dans leur corps d'origine.

fidélité constitue une garantie de professionnalisme transférable d'une collectivité à l'autre et un gage d'obéissance absolue au maire.

Depuis de nombreuses années, des cabinets de "chasseurs de tête" recrutent des collaborateurs de collectivités territoriales sur la base d'un étiquetage Droite / Gauche, reclassant les personnes sans emploi après la perte d'une mairie et fournissant en collaborateurs "fidèles" des équipes militantes qui découvrent la gestion d'une municipalité. Plusieurs collaborateurs strasbourgeois ont informé des cabinets spécialisés - notamment dans les rocardiens²⁴ - de leur disponibilité professionnelle, quand ils n'ont pas été directement démarchés par eux.

" En fait, vous avez un instant de lucidité après la défaite [...]. Donc au moment de l'instant de lucidité, j'envoie un mail à Sylvie Owen, [comme quoi] je suis disponible ".
 " C'est allé tellement vite, j'ai eu [...] une proposition par un cabinet spécialisé dans le recrutement des personnels politiques, plutôt à gauche, le cabinet de Sylvie Owen à Paris. Elle évidemment après les élections elle était sur le tarmac parce qu'il y avait quand même de la mouvance. Et donc elle recase les gens de mairie perdue à mairie gagnée, ou à conseils généraux ou régionaux, et à l'époque elle m'avait proposé, il y avait un poste de chef de cabinet du président de la région Midi-Pyrénées à Toulouse, Malvy qui a été réélu, mais c'est arrivé trop tard par rapport à [l'autre offre que j'ai reçue] ".

Le travail des "chasseurs de tête" n'exclut pas le recrutement de collaborateurs par le biais informel de réseaux socialistes. Rencontres rue de Solferino, appels téléphoniques entre nouveau et ancien maire pour se renseigner sur un éventuel candidat constituent des pratiques courantes permettant d'établir la même garantie de "fidélité" des collaborateurs échangés.

" Trois ou quatre jours après les élections, Sylvie Guillaume qui est adjointe au maire [de Lyon] en charge de la santé, patrouillait dans les couloirs du PS à Paris, et cherchait un chargé de mission qui puisse travailler avec elle sur les questions de santé. Et elle dit à quelqu'un dans les couloirs, dans l'effervescence [...]: " Je cherche quelqu'un, tu connaîtrais pas quelqu'un que ça intéresserait de travailler avec moi à Lyon sur la santé ? " et cetera. Dans le couloir à côté qui attendait pour entrer, Marie-Hélène Gillig, ou Catherine elle-même je ne sais plus, entend Sylvie Guillaume dire ça, et dit " ben attends, moi j'ai tout mon cabinet à recaser qui est à la rue, j'avais quelqu'un qui a suivi dans mon cabinet les questions de santé pendant six ans, si tu veux je te file son téléphone ". Et voilà, j'ai eu un coup de fil de Sylvie Guillaume trois jours après. On a perdu les élections le 21 mars [...] et je suis rentrée à l'hôtel de ville comme chargée de mission de Sylvie Guillaume en mai ".

L'ancienneté et le caractère routinier des pratiques de mise à disposition de collaborateurs "de confiance" entre maires d'un même parti ne doivent cependant pas oblitérer la contrainte que constituent ces recommandations personnalisées : elles permettent de mesurer le niveau de conformité qui s'impose plus particulièrement aux auxiliaires de cabinet. En effet un collaborateur qui ne pourrait se prévaloir d'une recommandation risquerait l'exclusion

24. Selon O. Roubieu (*op. cit.*, 1999, note 29 p. 228) les directeurs associés du cabinet Progress SA étaient Jean-Paul Huchon, ancien directeur de cabinet de M. Rocard à Matignon et actuel président du Conseil régional d'Île-de-France, et Yves Colmou, ancien chef de cabinet du même Michel Rocard, membre (en 1998) du cabinet du ministre des Relations avec le Parlement. En 2005, Alain Prestat et Sylvie Owen gèrent toujours l'héritage rocardien de ce cabinet de recrutement.

complète des circuits de recrutement. Ceux qui sont en détachement se trouvent exposés à retrouver un “ placard ” dans l’administration, ou les contractuels, à devoir changer de métier. Ainsi, lorsque le premier adjoint de C. Trautmann est devenu maire de Strasbourg, un collaborateur du nouveau cabinet, faute d’avoir su se positionner au côté du maire “ légitime ” au moment du retour conflictuel de C. Trautmann à la mairie, ne fera l’objet d’aucune recommandation favorable après l’échec de la liste socialiste en 2001. “ Traître ” à son propre groupe politique, cette retenue sur le gage de fidélité le marquera encore après l’alternance à droite.

Les élections municipales de 2001 fournissent l’opportunité aux anciens militants de s’émanciper de la dépendance professionnelle dans laquelle les tient leur attachement personnel au maire qu’ils ont contribué à faire élire quelques années auparavant, et de faire valoir leur connaissance de l’institution municipale auprès d’autres employeurs élus. Alors que la situation politique strasbourgeoise des années 1980 et 1990 n’a globalement pas favorisé leur professionnalisation politique élective, ils ont, à l’issue de leur participation à la gestion politique au plus près du maire, poursuivi une activité autour du politique en défendant une vision pragmatique de ce qu’ils contribuent depuis à construire comme un métier.

L’examen sur une vingtaine d’années des trajectoires de ces militants socialistes, devenus pour certains collaborateurs de cabinet, permet de sortir des questionnements concentrés sur le développement d’une filière technocratique de l’accès au politique ou sur la politisation des plus hauts postes dans les collectivités territoriales. Leur parcours relève en effet moins d’une carrière municipale que de tentatives répétées et parfois infructueuses pour rester au plus proche du politique tout en maintenant leur position sociale et professionnelle. Militants actifs auxquels leur participation à l’offensive fédérale rocardienne laissait entrevoir un bel avenir politique, ils sont trop jeunes pour figurer sur les listes aux côtés des candidats aînés et pas assez expérimentés ou diplômés pour prétendre à des postes élevés dans l’administration municipale ou en cabinet. Alors que leurs savoir-faire militants étaient appropriés dans l’opposition, ils se trouvent marginalisés après la prise de la mairie par des personnels plus enclins à mettre en œuvre les techniques du compromis gestionnaire. Leur capacité à entrer dans les logiques électives du maire ou à acquérir une spécialité administrative est alors la condition de leur survie professionnelle. Après l’échec de la liste socialiste en 2001, ils sont contraints pour retrouver un emploi de collaborateur en cabinet de donner des gages de leur fidélité politique tout en se montrant capable de dé-particulariser leurs ressources. Si leur recrutement s’est opéré dans des réseaux préexistants où circulent des gens de même marquage politique, c’est leur capacité à ne pas défendre à tout prix une tendance idéologique partisane qui les rend employables et qui atteste leur professionnalisme aux yeux d’autres maires. Dépourvus de ce fait d’ancrage local, de surcroît peu susceptibles d’être soutenus dans le cadre d’un parachutage, leur entrée dans la carrière politique par l’élection est fortement compromise. L’étude de ces parcours insiste sur le poids des contraintes électorales et sur les transformations d’une conjoncture politique (1989-2001) qui est avant tout une période où le niveau élevé de chômage accroît les risques de déclassement social, autant de contraintes qui ont pesé sur ces entrées de militants dans la vie politique des professionnels.